

Nous nous félicitons que la question des salaires, celle d'un salaire minimum pour vivre décemment et non pas survivre, soit très présente depuis mardi dans les interventions des congressistes, des différents intervenants y compris chez nos invités extérieurs et je dois dire que chez certain c'est surprenant.

Peut-être que la schizophrénie n'épargne personne, mais nous avons tous entendu hier que Jean-Claude Juncker, ou dois-je dire le Kamarade Juncker, c'est clairement positionné pour un salaire minimum pour vivre dignement et de surcroît avec un CDI. Félicitons nous d'avoir un allié de poids pour obtenir ce futur conquis social, à arracher par la lutte des travailleurs.

Notre congrès est l'occasion de réaffirmer ensemble qu'il est urgent et nécessaire de réduire le temps de travail, sans perte de salaire, d'augmenter tous les salaires fortement, pour répondre au besoin des travailleurs et leur familles, partager les richesses, sortir durablement de l'austérité et renforcer le financement de la protection sociale universelle grâce aux salaires et à la valeur ajoutée.

Dans ce sens il nous semble primordial que la campagne de la CES en faveur de l'augmentation des salaires ait besoin d'une part d'être plus et mieux portée très certainement par nos organisations dans chacun des pays, mais elle a aussi besoin d'être plus dynamique, plus visible et lisible afin que les travailleurs s'en emparent, se l'approprient pour ce mettre en mouvement.

Parce qu'ici nous sommes tous convaincu que pour gagner des augmentations de salaire à la hauteur des besoins des travailleurs, seule l'élévation du rapport de force et la mobilisation permet d'arracher au capital, de plus en plus mondialisé, notre dû...

Il s'agit bien d'un dû, dont les travailleurs ont été spoliés depuis des années. En effet, la CES avait calculé qu'en 2017 chaque travailleur avait subi une perte de salaire de 1 764€ en moyenne en raison de la cupidité des actionnaires. Concrètement cela veut dire que si la part des salaires dans la PIB avait été la même que celle du début des années 90, les travailleurs auraient gagné 1 764€ de plus en 2017. Dans certains pays cette somme s'élève à 4 100€ comme en République Tchèque, 2 780€ en Pologne, 2 800€ en Espagne, etc...

Nous estimons à la CGT que depuis le début des années 80 la part des salaires, c'est-à-dire le salaire et les cotisations sociales, a reculé de 10 points par rapport au PIB du pays. En clair, 200 milliards d'€ sont passés de la poche des travailleurs à celles des actionnaires.

N'ayons donc aucune réserve à revendiquer des augmentations de salaire fortes, parce que c'est bon socialement, c'est bon économiquement, pour sortir de cette crise qui traîne à disparaître. Nous sommes les 99%, ils sont les 1%, qu'ils rendent aux travailleurs le fruit de leur travail.

Cette question des salaires est bien au cœur de l'affrontement entre le capital et le travail, pour une autre répartition des richesses en vue de changer profondément nos sociétés. La concentration des richesses pour quelques-uns au détriment de la très grande majorité de la population, a un impact direct sur le niveau de vie de la population, sur le financement de la protection sociale, l'investissement productif ou celui de la R&D.

En France, l'une des premières puissances économiques en Europe, compte 9 millions de pauvre sur 66 millions d'habitants. Sur 9 millions de pauvres un tiers sont des travailleurs. Indéniablement le travail ne paie pas assez, pire il maintient de nombreux concitoyens dans la pauvreté.

La campagne de la CES pourrait à l'avenir porter l'exigence de mettre fin aux disparités inacceptable, en commençant par exemple à exiger une fiscalité juste dans chacun de nos pays, qui taxe le capital à la hauteur des richesses créées et qui redistribue pour répondre aux besoins des populations. Une campagne qui insiste donc sur l'augmentation générale des salaires et sur la mise en place d'un salaire minimum européen pour vivre avec et pas survivre, qui permette de se projeter dans l'avenir.

La course libérale au moins disant social en Europe provoque le repli sur soit, la montée du nationalisme et la xénophobie. Ces maux disparaîtront quand le social sera enfin au cœur du développement de l'Europe en lieu et place des politiques de mise en concurrence et de compétitivité.

Pour ce qui est de la détermination d'un salaire minimum européen pour vivre, cela mérite d'être encore réfléchi et discuté entre nous. Par exemple, si l'on propose que ce salaire minimum soit de 60% du salaire médian, alors bien en France ce salaire minimum sera inférieur à notre Smic. Dans ces conditions nos organisations syndicales risquent de ne pas porter cette revendication alors qu'elle est particulièrement importante. Il faut donc continuer à en débattre entre nous...

En parallèle à notre campagne en faveur de l'augmentation des salaires, il faut continuer à porter plus fortement notre volonté d'accroître la négociation collective et plus particulièrement celle qui consiste à obtenir des conventions collectives de haut niveau accompagnée d'une couverture total des travailleurs.

Il semble que de partout en Europe, comme c'est le cas en France, les différentes réforme du marché du travail, celle sur les conditions de la négociation collectives ou le droit syndical, conduisent à réduire drastiquement la capacité d'intervention des organisations syndicales avec les travailleurs et leurs droits conventionnels.

Cette uniformisation des politiques libérales sont quasiment identiques pour tous les travailleurs et citoyens de l'Union Européenne et au delà... Cette uniformisation doit nous permettre de construire des stratégies et des revendications dépassant nos cadres nationaux. Il existe une réelle prise de conscience que le terrain national seul n'est pas suffisant à l'émergence d'un rapport de force nécessaire à la remise en cause du capitalisme mondial.

Nous proposons que la CES s'engage dans une campagne revendicative en faveur du renforcement de la couverture des conventions collectives, en plaçant les syndicats au cœur de ce processus, qu'elle s'engage dans une campagne forte pour une réduction du temps de travail sans perte de salaire.

La force des travailleurs se sont les travailleurs eux-mêmes, leur nombre et leur capacité à se mobiliser. Il faut que la CES impulse également des mobilisations unitaires pour se mettre en position de conquête et ainsi se rendre plus visible et utile aux travailleurs.